

1828.

tence d'un tel droit, même susceptible de réponse, sont si plausibles qu'il serait hasardeux de soulever la question. Page 183

Opinion du procureur général et du solliciteur général disant que dans l'état actuel de la loi il serait inopportun de nommer un troisième juge à la cour du banc du Roi. 184

21 octobre,  
York.

Maitland à Murray (n° 44). Il a reçu la dépêche du 25 juin. Il n'est pas improbable qu'en écrivant il (Murray) avait dans l'idée le Conseil législatif et non le Conseil exécutif, les membres de ce dernier ayant toujours touché de modiques appointements. Leurs fonctions confidentielles. La nécessité d'avoir les services d'hommes de haute réputation dont les fonctions professionnelles font qu'il est souvent onéreux pour eux d'assister aux assemblées. Il n'a jamais entendu dans la colonie la moindre objection à cette dépense. 189

25 octobre,  
York.

Le même à Hay. Il transmet un état du prix du blé et autres grains des principaux marchés pour les mois de juillet, d'août et de septembre 1828. 193

*Contenu.* Etat. 195

27 octobre,  
York.

Maitland à Murray (n° 45). Il a suggéré ou a eu l'intention de suggérer la nomination de Boulton, solliciteur général, du Conseil législatif. En l'absence du juge en chef, et de fait à cause de sa position comme président, on a besoin dans ce corps d'une autre personne au fait de la loi, il a suggéré le solliciteur général, vu que le procureur général est dans l'Assemblée. L'on doute si quelqu'un des fonctionnaires de la loi peut être nommé au Conseil législatif sauf le juge en chef, l'on a tenu distincte les fonctions judiciaires et les fonctions législatives. Il demande que la question soit examinée et que des instructions soient transmises. 197

28 octobre,  
York.

Maitland à Murray (n° 46). Il transmet une requête du Dr Phillips, directeur de l'académie royale, demandant une indemnité de logement jusqu'à ce qu'on lui ait construit une maison. Une certaine étendue de terre a été mise de côté dans le but de construire la maison, mais l'on n'a pas jugé bon de vendre tant qu'il ne sera pas probable qu'on puisse réaliser par la vente une somme suffisante. Ce que dit Phillips qu'en Bas-Canada l'on donne une indemnité pour le logement, est exact. 200

*Contenu.* Requête de Phillips. 202

— octobre,  
York.

Maitland à Murray. Il présente Thomas Clark, conseiller législatif, qui s'en va solliciter une nouvelle rémunération pour pertes subies durant la guerre avec les Etats-Unis. 170

— octobre,  
York.

Le même au même. Il présente Clark, agent des victimes de la dernière guerre avec les Etats-Unis. 192

(Ces deux lettres sont couchées en termes différents.)

3 novembre,  
York.

Maitland à Murray (n° 47). Il transmet une requête de Racey et cite des lettres antérieures au sujet de la réclamation de Racey. 204

*Contenu.* Requête de Thomas Racey, demandant les dédommagements pour les pertes que lui a fait subir la modification de la législation qui a porté atteinte à son commerce de douves. 206

5 novembre,  
York.

Colborne à Murray (n° 1). Il est arrivé hier et a prêté le serment d'office. 218

25 novembre,  
York.

Le même au même (n° 2). Il propose de faire des arrangements plus expéditifs pour le transport des lettres entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Il transmet une lettre du maître de poste américain de Lewiston. 220

*Contenu.* Bates Cooke, maître de poste de Lewiston, à Colborne, au sujet des mouvements du courrier postal. 224

2 décembre,  
Halifax.

Maitland à Murray. En réponse à la question posée quant à l'exactitude d'un paragraphe du rapport du conseil spécial de la Chambre des Communes, il dit que la Chambre d'assemblée du Haut-Canada n'a pas été dissoute à cause de divergences mais parce qu'elle a pris fin conformément à la loi. 211